



Perspectives chinoises

2016/2 | 2016

Quel ordre international veut la Chine ?

Éditorial

Jean-Pierre Cabestan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7354>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 3-6

ISBN : 979-10-91019-19-4

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan, « Éditorial », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/2 | 2016, mis en ligne le 15 juin 2016, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7354>

Éditorial

JEAN-PIERRE CABESTAN

Quel ordre international veut la Chine ? Devenue deuxième économie mondiale en 2010, la Chine a clairement l'ambition de modifier l'ordre international. L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping fin 2012 a confirmé cette ambition, même si la plupart des observateurs de la politique étrangère chinoise font remonter à 2008, la crise financière mondiale et les Jeux Olympiques de Pékin, l'abandon de fait par Pékin de la politique de profil bas (mot à mot « fuir la lumière et rechercher l'obscurité » – *taoguang yanghui*) et de prudence promue par Deng Xiaoping après le massacre de Tiananmen en 1989⁽¹⁾. La réunion consacrée à la nouvelle diplomatie du pays organisée par Xi en novembre 2014 a ouvertement substitué à cette devise une formule bien plus en phase avec la nouvelle puissance et les nouvelles capacités du pays : « apporter sa contribution avec enthousiasme » (*fenfa youwei*), expression qui peut aussi être traduite par « déployer toute son énergie » ou « se montrer dynamique et plein de promesses »⁽²⁾. Quoi qu'il en soit, désormais la République populaire n'entend plus simplement affirmer sa puissance mais aussi devenir une force de proposition sur la scène internationale. En d'autres termes, pour reprendre l'expression chère à Mao Zedong, elle veut « marcher sur deux jambes » et ses deux jambes, comme on va le voir, sont plus complémentaires que contradictoires : en termes triviaux, l'on pourrait dire que l'une représente le bâton, l'autre la carotte.

Pour les théoriciens des relations internationales, l'affirmation de puissance de la Chine et le renforcement rapide de son outil militaire démontrent à n'en point douter que les dirigeants de Pékin ainsi que de larges pans de la société chinoise continuent de privilégier une approche réaliste des rapports entre États et en particulier avec les autres grandes puissances, au premier chef desquelles l'américaine ; la popularité impressionnante en Chine de John Mearsheimer en est l'une des illustrations les plus saillantes⁽³⁾ ; mais d'un autre côté, pour les tenants de l'approche constructiviste, l'intégration de la République populaire dans l'économie mondiale, son active participation aux institutions intergouvernementales, la multiplication de ses relations sociétales avec l'étranger et la promotion de plus en plus visible de sa « puissance douce » (*soft power*) attestent du bien-fondé de leur grille de lecture et la nécessité pour ce pays non seulement d'accepter le plus haut degré d'interdépendance qui le lie avec la communauté internationale mais aussi de tirer plus ample parti de cette interdépendance pour défendre et promouvoir ses intérêts nationaux⁽⁴⁾.

Nous ne parviendrons pas dans ce dossier et dans cette présentation à réconcilier ces deux écoles. La Chine, comme d'ailleurs les autres grandes puissances, n'assume pas complètement ces deux facettes essentielles de son action internationale : elle est en ce sens quelque peu schizophrénique, voire « autiste », pour reprendre l'expression d'Edward Luttwak⁽⁵⁾. L'on pourrait aller plus loin et arguer que cette schizophrénie est l'expression d'un système politique autoritaire plus « fragmenté » qu'on le croit souvent, tiraillé entre des baronnies quasi indépendantes qui ont les moyens institutionnels ou plutôt bureaucratiques de défendre bec et ongles leurs intérêts et leur pré carré. Le cloisonnement entre les systèmes administratifs (*xitong*) en Chine est tel que tout repose sur la capacité du numéro un du régime, le « secrétaire général-président-commandant en chef », en d'autres termes

Xi Jinping, à coordonner leur action et à indiquer à l'ensemble du Parti communiste chinois (PCC) et du pays les priorités à suivre. En ce sens, la centralisation des pouvoirs entre ses mains répond à un besoin institutionnel et politique évident de la République populaire alors qu'elle prétend constituer, sur un pied d'égalité (du moins pour l'instant) avec les États-Unis, la cour des très grands.

Ce duopole qui ne dit pas son nom est aussi une nouvelle forme de rivalité bipolaire qui rappelle à certains égards la haute époque de la guerre froide et des tensions américano-soviétiques. Toutefois, les temps ont bien changé : la Chine s'est non seulement renforcée mais aussi mondialisée et peut désormais, combinant un réalisme bien trempé avec un constructivisme sélectif, tirer parti des nouvelles asymétries qui se sont fait jour et qui dans l'ensemble l'avantagent, sauf encore face aux États-Unis, pour non seulement peser plus lourd dans les relations interétatiques mais aussi influencer plus nettement les règles du jeu international⁽⁶⁾. Mais même à l'égard de ces derniers, le régime de Pékin sait mieux se prémunir contre les risques de se trouver en position de faiblesse : c'est le fameux « *hedging* », une stratégie à laquelle ont recours de nombreux pays dans le contexte de l'après-guerre froide et de la mondialisation, y compris les États-Unis face à la Chine, mais qui s'avère bien plus vitale pour toute puissance inférieure dans sa relation avec un État plus fort⁽⁷⁾.

La question est évidemment de savoir si la Chine est prête à se contenter de réformer les normes et les institutions internationales existantes ou si elle désire « tout chambouler » ? Bref, comme se le demande Françoise Nicolas dans un premier article, est-elle réformiste ou révisionniste ? Gardons à l'esprit que la République populaire, du fait de son régime intérieur mais probablement aussi de sa tradition stratégique, a tendance à avancer masquée. Par exemple, qui aurait prévu, il y a ne serait-ce que cinq ans, l'établissement en 2015 de la Banque asiatique pour les investissements dans les infrastructures (BAII), et surtout son succès ? Ou encore : quel est l'objectif à long terme de Pékin en mer de Chine méridionale ? Évincer tous les autres pays qui y occupent des structures naturelles ou dominer par son simple poids relatif la zone située à l'intérieur de la fameuse ligne en neuf traits, héritière de celle en onze traits dessinée par le gouvernement de Tchang Kai-chek en 1947 ?

En même temps, comme le montrent les contributions à ce dossier, là aussi l'on a le sentiment que le gouvernement chinois a décidé de « marcher

1. *Taoguang yanghui* est parfois traduit par « dissimuler ses capacités ». Cf. notre ouvrage *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, 2^e édition mise à jour et enrichie, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 106-115.
2. Yan Xuetong, « From Keeping a Low Profile to Striving for Achievement », *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 7, n° 2, 2014, p. 153-184.
3. John Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton and Co., 2003.
4. Robert Keohane et Joseph S. Nye, *Power and Interdependence*, New York, Longman, 2001.
5. Edward N. Luttwak, *The Rise of China vs. the Logic of Strategy*, Cambridge & Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2012, p. 13-23.
6. Pour une bonne discussion du concept d'asymétrie, cf. Brantly Womack, *China and Vietnam: The Politics of Asymmetry*, New York, Cambridge University Press, 2006 ; et Brantly Womack, *China Among Unequals: Asymmetric Foreign Relationships in Asia*, New Jersey, World Scientific, 2010.
7. Brock F. Tesson, « System Structure and State Strategy: Adding Hedging to the Menu », *Security Studies*, vol. 21, n° 2, avril 2012, p. 205.

sur deux jambes » : pour faire simple, d'un côté réformer de l'intérieur, par une capacité d'influence grandissante, les normes et les institutions existantes ; de l'autre, créer de nouvelles normes et institutions appelées à concurrencer mais aussi à défier et transformer de l'extérieur l'ordre international instauré par les États-Unis et les Occidentaux à la fin du second conflit mondial. Dit autrement, la Chine est à la fois réformiste et révisionniste⁽⁸⁾.

S'il semble y avoir un fort consensus au sein des élites officielles chinoises (responsables politiques et intellectuels publics) autour de ce projet hybride, l'on perçoit des lignes de fractures durables tant pour ce qui concerne les objectifs internationaux à long terme de la Chine que sur le *modus operandi* qu'elle doit privilégier.

En effet, par-delà cette capacité de transformation de l'ordre international, quel est l'objectif de la République populaire ? Prendre la place des États-Unis ? Tout le monde convient que la Chine deviendra tôt ou tard la première puissance économique mondiale, même si le ralentissement actuel de la croissance risque de retarder cette échéance. Nombreux sont les Chinois qui estiment aussi, et non sans raison, que leur pays parviendra à terme à dominer l'Asie orientale, contestant le rôle stratégique privilégié occupé par les Américains depuis 1945. Mais la Chine croit-elle vraiment pouvoir complètement évincer les États-Unis de son environnement régional ? Et combien de Chinois pensent véritablement voir leur pays remplacer les États-Unis comme première puissance militaire et politique mondiale ? Si la théorie réaliste de la « transition de puissance » (*power transition*) entre la puissance installée mais déclinante qu'est l'Amérique et la puissance ascendante qu'est l'ancien Empire du Milieu a fait beaucoup d'émules en République populaire, l'on peut se demander si cette question ne divise pas plus qu'elle unit les Chinois⁽⁹⁾. L'évolution de la répartition des puissances (le *power shift* dont parle par exemple Gaye Christoffersen) n'équivaut pas forcément à une transition similaire au passage du flambeau de numéro un entre le Royaume-Uni et les États-Unis à la fin du XIX^e siècle. De fait, officiellement, la Chine de Xi continue d'appeler de ses vœux une « multipolarisation » (*duojihua*) des relations internationales sans d'ailleurs toujours être consciente de la capacité des autres pôles, même secondaires, à contrarier sa propre montée en puissance. En outre, avec Washington, Pékin a maintenu une stratégie d'évitement – ou de retardement – de toute confrontation directe, promouvant un « nouveau type de relations entre grandes puissances » (*xinxing de daguo guanxi*)⁽¹⁰⁾.

Cela étant, les débats tant sur les ambitions du pays que sur les politiques à privilégier sont loin d'être clos. La récente controverse entre Wu Jianmin, ancien ambassadeur en France et ancien doyen de l'Université de diplomatie, et Hu Xijin, rédacteur en chef du *Global Times* (*Huanqiu shibao*), met en lumière la vigueur des désaccords au sein des élites chinoises : alors que Wu défend les vertus de la diplomatie, continue de croire en la promotion de relations « amicales » avec les pays occidentaux et les voisins de la Chine et dénonce le « nationalisme étroit » (*xia'ai de minzuzhuyi*) de Hu, ce dernier revendique une plus grande liberté de parole pour affirmer son nationalisme et revendiquer la légitimité du recours à la guerre, notamment en mer de Chine du Sud, sinon contre les États-Unis, du moins contre les Philippines⁽¹¹⁾. Mais à travers les propos de Wu, devenu clairement plus modéré depuis qu'il a pris sa retraite, transperce une critique de la politique étrangère de Xi Jinping qu'il juge trop agressive, source de tensions inutiles et finalement contraire aux intérêts à long terme du pays. D'ailleurs, ne devrions-nous pas interpréter les récentes critiques officielles adressées au

Global Times comme une tentative des autorités actuelles de tenir compte des préoccupations de Wu et d'ajuster, du moins dans une certaine mesure, leur stratégie extérieure ?⁽¹²⁾

Les quatre contributions présentées dans ce dossier ne font pas directement écho de ces tensions. Mais elles montrent combien les projets actuels de la Chine et de son président sont chargés d'ambiguïtés. En effet, comme l'indique Françoise Nicolas dans le premier article, la République populaire est très critique de l'ordre économique international libéral dominé par les États-Unis et les pays occidentaux ; mais en même temps elle a pleinement profité de cet ordre pour se développer et se hisser aux premiers rangs. Elle a notamment bénéficié des largesses de la Banque mondiale, accepté les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et surtout cherché en toute logique, et réussi, à mesure que son économie prenait de l'ampleur, à y accroître sa représentation. De même, bien qu'encore largement non convertible, le yuan est devenu en 2015 la cinquième monnaie internationale de réserve, une décision avant tout symbolique car les droits de tirages spéciaux (DTS) sont peu utilisés (du moins pour l'instant). Elle a aussi très bien su utiliser les règles de l'OMC au risque d'en abuser pour mieux protéger ses entreprises et son marché.

Cependant, sa montée en puissance lui permet de désormais demander plus et de commencer à réaliser certains de ses objectifs : parmi ceux-ci, la remise en cause et dans un premier temps l'affaiblissement de la domination occidentale, et en particulier américaine de l'ordre économique mondial. La création de Nouvelle Banque de développement, la banque des BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud), en 2014 puis de la BAII en 2015 participe de ce projet. Dans le dernier cas, il est frappant d'observer combien la Chine cherche à acquérir les mêmes privilèges que les États-Unis que cependant elle dénonce dans le cas du FMI (17,4 % des parts – ainsi qu'un droit de veto – contre 6,4 % pour la Chine après la réforme) : elle dispose au sein de la BAII d'une minorité de blocage (26 % des parts), c'est-à-dire d'un droit de veto de fait, pour l'adoption de toute décision majeure de gouvernance. En ce sens, la Chine est une puissance révisionniste

8. Richard Fontaine et Mira Rapp-Hooper, « How China Sees World Order », *The National Interest*, mai-juin 2016, <http://nationalinterest.org/feature/how-china-sees-world-order-15846> (tous les liens URL ont été consultés le 12 mai 2016).
9. Yan Xuetong, « Shijie quanli de zhuanli: zhengzhi lingdao yu zhanlue jingzheng », (La puissance mondiale en transition : leadership politique et concurrence stratégique), Pékin, Beijing daxue chubanshe, 2015. Cf. aussi son entretien avec le *New York Times* : Yufan Huang, « Q. and A.: Yan Xuetong Urges China to Adopt a More Assertive Foreign Policy », 9 février 2016, www.nytimes.com/2016/02/10/world/asia/china-foreign-policy-yan-xuetong.html.
10. Michael Swaine, « Xi Jinping's Address to the Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs: Assessing and Advancing Major-Power Diplomacy with Chinese Characteristics », *China Leadership Monitor*, n° 46, mars 2015.
11. Wu Jianmin, « Zhunqie renshi jintian de shijie » (Connaître correctement le monde d'aujourd'hui), *Zhengzhixue yu guoji guanxi luntan* (Tribune de science politique et de relations internationales), 2 avril 2016, http://mp.weixin.qq.com/s?__biz=MjM5NDMzMk2MA%3D%3D&mid=412066191&idx=4&sn=3cf0a163591e5ed25e4bd99b025acc0c&scene=1 ; Wu Jianmin, « Waijiaojia Wu Jianmin: xia'ai de minzuzhuyi hai ren hai ji » (Selon le diplomate Wu Jianmin, le nationalisme étroit est dangereux), *Caixin.com*, 18 avril 2016, <http://culture.caixin.com/2016-04-18/100933594.html> ; la critique de Wu Jianmin par Hu Xijin : Hu Xijin, « Dui Wu Jianmin gongkai piping Huanqiu shibao de huiying » (Réponse à la critique ouverte de Wu Jianmin à l'égard du *Global Times*), post sur Weibo, 7 avril 2016, www.weibo.com/huxijin?is_hot=1#_rnd1461728480898 ; « Dove vs. Hawk: Standoff between Chinese Diplomat and Global Times' Chief Editor », *People's Daily on line*, 8 avril 2016, http://en.people.cn/n3/2016/0408/c90000-9041485.html#_wvb59vqg0BM.twitter ; « War of Words Erupts between Chinese Ex-Ambassador and Editor of Nationalist Tabloid », *South China Morning Post*, 7 avril 2016, www.scmp.com/news/china/diplomacy-defence/article/1934247/war-words-erupts-between-chinese-ex-ambassador-and-editor-of-nationalist-tabloid ; « The + Sinocism + China + Newsletter & utm_campaign = 30463850c9-Sinocism04_07_164_7_2016&utm_medium=email&utm_term=0_171f237867-30463850c9-24564721&mc_cid=30463850c9&mc_id=565b43662a
12. « Chinese Newspaper Global Times Blasted over Editorial on Donald Trump and Poll on Unifying Taiwan by Force », *South China Morning Post*, 12 mai 2016, www.scmp.com/news/china/politics-politics/article/1944459/chinese-newspaper-global-times-blasted-over-editorial.

mais, en l'occurrence, plus par imitation des États-Unis que par mise en place d'un nouveau système de gouvernance.

Washington et Tokyo ont cherché depuis à contrer ou à réduire les effets de cette initiative en proposant des coopérations sur projets ici avec la Banque Mondiale, là avec la Banque asiatique de développement, où ces capitales continuent d'exercer respectivement une influence majeure. Mais force est de constater que tout en accroissant son influence au sein des institutions existantes, la Chine a bien la volonté de créer ses propres institutions où elle entend jouer un rôle déterminant. En d'autres termes, l'on peut douter que si elle avait avant la fin 2015 obtenu une plus forte représentation au sein du FMI, elle aurait renoncé à son projet de BAII.

Dans le domaine de la gouvernance énergétique, comme le montre Gaye Christoffersen dans un deuxième article, la Chine marche aussi sur deux jambes, et même probablement plus. D'un côté, elle conteste l'ordre libéral et refuse de rejoindre l'Agence énergétique internationale (AEI), dominée par les pays développés et surtout les États-Unis. De l'autre, elle cherche à mettre en place un nouvel ordre énergétique avec l'aide des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), deux entités au sein desquelles elle peut prétendre exercer une influence majeure. Mais cette entreprise ne semble guère prometteuse ni réaliste. En conséquence, Pékin s'efforce à la fois d'intégrer ces projets dans sa nouvelle stratégie de Routes de la soie (*yidai yilu*) et surtout de son volet « corridor terrestre » (*yidai*), tout en développant un dialogue avec l'AEI et Washington, sachant parfaitement que seules ces institutions et ces négociations bilatérales pourront contribuer à réduire le déficit de gouvernance mondiale en matière énergétique. Il y a à l'évidence un important volet sécuritaire dans cette stratégie de la Route de la soie : réduire sa dépendance à l'égard du détroit de Malacca et acheminer plus de pétrole par voie terrestre, au risque de devoir dépendre de la sécurisation par d'autres, par exemple le Pakistan, de régions particulièrement volatiles (le Baloutchistan). Il s'agit pour Pékin de construire un nouvel ordre énergétique sino-centré non pas autonome mais intégré dans le système mondial de gouvernance de l'énergie.

Dans le domaine d'Internet, l'on observe un déficit similaire d'institutionnalisation internationale. Comme l'indique Séverine Arsène dans un troisième article, l'instauration d'un nouvel ordre mondial dans ce domaine passe aux yeux de la Chine par un meilleur contrôle d'Internet par les États souverains et une plus forte participation de ces derniers à l'élaboration des règles internationales qui s'y rapportent. La Chine ne manque pas d'alliés dans cette entreprise : tous les États autoritaires ou même souverainistes, à l'instar du quasi allié russe par exemple, penchent pour une nette et plus efficace cybersouveraineté. Comme dans d'autres domaines, notamment les institutions financières internationales, la Chine tire habilement parti des erreurs des Occidentaux (la dérégulation) ou des scandales qui les touchent (l'affaire Snowden) pour avancer ses pions et justifier la censure et les filtrages qu'elle opère sur la toile.

Certes, les experts chinois ont nettement tendance à présenter la question de la gouvernance d'Internet de manière paranoïaque comme si la Chine était la seule à être assiégée en permanence d'attaques cybernétiques, et aussi comme si, à la différence des États-Unis, elle n'attaquait personne. Son but est clairement de justifier les limites qu'elle impose aux accès aux sites et aux flux. Toutefois, ce qui frappe le plus est la capacité de Pékin d'utiliser pleinement les institutions du système onusien pour mettre en avant ses préoccupations et les légitimer auprès de la communauté internationale. De fait, l'ONU et son Union internationale des télécommunications en particulier sont les plus à même de donner à la Chine la majorité

de soutien qu'elle recherche. Comme le montre Séverine Arsène, ce qu'elle s'efforce de faire avaliser est une loi internationale souple en matière d'Internet adaptée à chaque contexte national et culturel et protégeant les souverainetés nationales. En d'autres termes, à ses yeux, la régulation de l'Internet passe plus par une affirmation et un renforcement de la souveraineté de chaque État et par des accords interétatiques que par la mise en place d'institutions « multi-parties prenantes » (*multistakeholder*) autonomes : quand bien même elle serait réformée, l'ICANN (*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*) risque fort de rester suspecte aux yeux des autorités chinoises car au-delà de leur contrôle souverain et en contravention avec toute territorialisation d'Internet. La Chine parviendra-t-elle à ses fins ? La question reste à mon sens ouverte.

En matière de droit international public et de droit de la mer en particulier, la Chine fait preuve de la même approche sélective que dans bien d'autres domaines : comme le montre Sébastien Colin dans un article d'actualité, elle applique les règles qui servent ses intérêts et ignore les autres. Mais en quoi se distingue-t-elle en la matière des États-Unis ou des autres grandes puissances, comme l'Inde ? L'on peut avancer qu'à la différence de Washington, Pékin a ratifié en 1996 la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Mais contrairement à l'administration américaine qui déclare l'appliquer dans la réalité, le gouvernement chinois a émis des réserves, notamment en matière d'arbitrage international des différends maritimes, et avancé des interprétations qui non seulement la placent dans une position minoritaire mais, étendant dans une large mesure son contrôle souverain sur les zones économiques exclusives qu'elle revendique, en font un membre récalcitrant et peu coopératif de la communauté internationale dans ce domaine.

Finalement, que nous apprennent ces contributions sur la politique étrangère de Xi Jinping et aussi celle de ses successeurs ?

La première conclusion est claire : par divers moyens, l'entrisme et le contournement, c'est-à-dire une approche tantôt réformiste tantôt révisionniste, la Chine s'efforce de modifier l'ordre international actuel. Pour arriver à ses fins, elle utilise de nombreuses ressources à sa disposition. D'abord sa puissance économique et financière, ensuite son influence diplomatique et enfin sa puissance militaire et navale au sens large (Marine, garde-côtes, bateaux de pêche). Le projet de Routes de la soie dont les objectifs sont à la fois économiques, diplomatiques et géostratégiques, participe de cette capacité de mobilisation. Ensuite, elle instrumentalise l'ensemble des organisations internationales auxquelles elle appartient : au premier chef, les Nations Unies dont elle souhaite, pour des raisons évidentes – la présence d'une majorité d'États pas ou peu démocratiques – voire le rôle s'accroître (comme la Russie), mais aussi celles sur lesquelles elle exerce une nette ascendances comme l'OCS ou le groupe des BRICS.

En outre, la Chine n'a plus peur du multilatéralisme et se sent aujourd'hui assez forte pour jouer cette carte y compris dans les instances où elle doit batailler avec les Occidentaux, comme le G20, l'OMC ou l'OCDE, organisation des pays riches et démocratiques qu'elle refuse de rejoindre mais avec laquelle elle entretient un dialogue nourri, par exemple en matière d'aide au développement. L'on pourrait ajouter à cette évolution, celle de la position chinoise sur la question du climat, marquée par l'accord signé avec le Président Obama à Pékin en novembre 2014 puis l'accord de Paris de décembre 2015 : pour la première fois, la Chine a pris des engagements clairs face à la communauté internationale⁽¹³⁾.

13. Anthony H. F. Li, « Un espoir de limiter le réchauffement planétaire ? La Chine et l'Accord de Paris sur le changement climatique », *Perspectives chinoises*, n° 2016/1, p. 53-58.

Néanmoins, en dépit d'un prudent assouplissement de sa position (cf. par exemple son rôle avec les États-Unis et d'autres de médiateur dans l'interminable crise du Sud-Soudan), la République populaire reste très largement favorable à un ordre international westphalien et donc soucieux de préserver la souveraineté quasi absolue des États. Ce principe n'est pas sans rapport avec ses besoins de sécurité intérieure et la survie du régime de parti unique qui préside aux destinées de la seconde puissance mondiale. En ce sens, Pékin a besoin de continuer d'alimenter sa propagande mais aussi son action internationale d'une bonne dose d'antiaméricanisme et même d'antioccidentalisme. Le régime chinois actuel cherche-t-il pour autant à instaurer un nouvel ordre international sino-centré comme le pensent Feiling Wang (cité par Gaye Christoffersen) et d'autres ?

L'on peut en douter. Le confucianisme, le concept de *Tianxia* (Empire-monde) et d'États tributaires qui lui sont attachés, les voyages de Zheng He, aujourd'hui rebaptisé plus grand explorateur « pacifiste » de l'histoire, et même le renouveau légiste (*fajia*) sont autant de ressources idéologiques mises au service à la fois du régime intérieur et de la stratégie internationale de la République populaire. Mais l'on imagine mal la Chine capable d'étendre à l'ensemble du monde le *Tianxia* qu'elle avait autrefois imposé à l'Asie orientale, non d'ailleurs sans longues périodes de ruptures, de faiblesse et de repli sur soi. Il suffit d'observer l'évolution du Japon, de l'Inde ou même des Corées ou de l'Indonésie pour mesurer les limites de la capacité de Pékin à recréer un monde à la fois westphalien et sino-centré.

Cette réalité montre du doigt deux faiblesses majeures de la Chine populaire : d'une part, son incapacité à s'ouvrir complètement sur le monde, avec les conséquences que cette paranoïa, probablement en partie justifiée, peut avoir sur sa capacité à innover et à devenir une économie et une société entièrement développées et modernisées ; d'autre part, la faiblesse de sa puissance douce, de son *soft power*, trop encore perçu comme un attribut de l'État plutôt que de la société. En ce sens, comme l'a rappelé David Shambaugh en 2013, la Chine est une grande puissance incom-

plète¹⁴. En conséquence, si elle est parvenue à influencer de manière plus nette les institutions existantes et à commencer à en créer de nouvelles (OCS, BAI), elle ne jouit encore que d'une capacité relativement limitée à édicter les normes internationales et à prendre part à la gouvernance mondiale.

Cette faiblesse relative à laquelle l'on se doit d'ajouter l'important ralentissement de l'économie chinoise sont-ils sources de stabilité et de paix ou au contraire d'instabilité, voire de guerre ? Certains analystes, comme Jonathan Holslag, prévoient déjà un conflit armé entre la Chine et l'Asie¹⁵. Bien qu'au regard des tensions en mer de Chine méridionale l'on ne puisse totalement exclure cette hypothèse, en période de difficultés, le régime de Pékin a rarement, et probablement jamais, opté pour une aventure extérieure. En outre, une telle décision irait à l'encontre de sa propre stratégie qui consiste justement à avancer à pas de loup, feignant le réformisme mais en réalité mettant en œuvre un projet révisionniste qui ne dit pas son nom, et à placer l'une après l'autre ses pierres de *gô* sur l'échiquier mondial afin de le rendre plus à son image.

La Chine réussira-t-elle dans cette entreprise ? Comme le met bien en lumière ce dossier, l'issue de ce jeu ne dépend pas que d'elle : elle est aussi le résultat des politiques étrangères et de défense de ses principaux partenaires et voisins. Or s'ils sont plutôt constructivistes et désireux d'intégrer la Chine à la communauté internationale, ces derniers conservent, à l'instar des États-Unis et du Japon, une bonne dose de réalisme à portée de main et prête à être mise en branle si besoin est.

■ Jean-Pierre Cabestan est professeur à la Hong Kong Baptist University où il dirige le Département d'études administratives et internationales.

HKBU, GIS Dept., 11/F, Academic and Administration Building, Baptist University Road Campus, Kowloon Tong, Hong Kong (cabestan@hkbu.edu.hk).

14. David Shambaugh, *China Goes Global: The Partial Power*, New York, Oxford University Press, 2013.

15. Jonathan Holslag, *China's Coming War with Asia*, Cambridge, Polity Press, 2015.